



Assemblée générale

Distr. générale
8 juillet 2016
Français
Original : anglais/arabe/espagnol/
français/russe

Soixante et onzième session
Point 97 x) de la liste préliminaire*
Désarmement général et complet

Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis conformément à la résolution 69/65, dans laquelle l'Assemblée générale priait le Secrétaire général d'établir un rapport sur le bilan de l'application des recommandations figurant dans l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et les nouveaux moyens de promouvoir cette éducation. Il contient des informations provenant des États Membres, d'organisations internationales, régionales et non gouvernementales ainsi que d'institutions universitaires sur l'application des 34 recommandations de l'étude.

* A/71/50.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Application des recommandations par les États Membres	5
Mexique	5
Qatar	6
Espagne	8
Turkménistan	9
Ukraine	9
III. Application des recommandations par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales	10
A. Bureau des affaires de désarmement	10
B. Département des opérations de maintien de la paix	13
C. Département de l'information	13
D. Programme des Nations Unies pour le développement	14
E. Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement	15
F. Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes	15
G. Organisation pour l'interdiction des armes chimiques	16
H. Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	16
IV. Application des recommandations par les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales	17
A. Carnegie Corporation of New York	17
B. Center for Ecumenical Studies	17
C. Centre for Environment and Development Studies	18
D. Center for Peace Education, Miriam College	18
E. Disarmament and Security Centre	18
F. Forum for Nation Building Nepal	18
G. Global Zero	19
H. Heritage Foundation	20
I. Préfecture d'Hiroshima	20
J. Institut de la sécurité et de la sûreté de l'Université de Brandebourg	20
K. Institute for Security Studies	21
L. Insubria Center on International Security et Landau Network-Fondazione Volta	21

M.	Réseau international d'action contre les armes légères	21
N.	Branche française de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN)	22
O.	Association internationale de recherche sur la paix	22
P.	Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire	22
Q.	Branche allemande de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire	23
R.	International Student/Young Pugwash	23
S.	James Martin Center for Non-proliferation Studies	24
T.	Manhattan Project for a Nuclear-Free World	24
U.	Maires pour la paix	24
V.	Ville de Nagasaki	25
W.	Université nationale de recherche nucléaire MEPhI	25
X.	Nuclear Age Peace Foundation	25
Y.	Pace University	26
Z.	Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement	26
AA.	Peace Boat	27
BB.	Mouvement pour la paix permanente	27
CC.	PIR Center (Centre russe d'études politiques)	28
DD.	Project on Managing the Atom du Center for Science and International Affairs de l'Université Harvard	28
EE.	Centre de recherche de l'Université de Nagasaki pour l'abolition des armes nucléaires	28
FF.	Université d'État de Saint-Pétersbourg	29
GG.	Simons Foundation	29
HH.	Small Arms Survey	29
II.	Soka Gakkai International	30
JJ.	Unfold Zero	30
KK.	UNILA/Dhesarme	31
LL.	Université d'Anvers (Belgique)	31
MM.	University of Georgia	32
NN.	Vienna Center for Disarmament and Non-Proliferation	32
OO.	Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté	33
PP.	World Institute for Nuclear Security	33
QQ.	Youth Arts New York/Hibakusha Stories	33
V.	Conclusions	34

I. Introduction

1. Au paragraphe 2 de sa résolution 69/65, intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération », l'Assemblée générale priait le Secrétaire général d'établir un rapport sur le bilan de l'application des recommandations figurant dans l'étude (A/57/124) ainsi que sur les nouveaux moyens de promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, et de le lui présenter à sa soixante et onzième session. La recommandation 32 de l'étude de l'Organisation des Nations Unies encourageait le Secrétaire général à établir un rapport analogue sur une base biennale.

2. La recommandation 31 de l'étude encourageait notamment les États Membres à informer le Bureau des affaires de désarmement des mesures prises en application des recommandations formulées.

3. Le présent rapport contient des informations recueillies par le Secrétaire général sur la mise en œuvre des recommandations figurant dans cette étude par les États Membres, l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, régionales et non gouvernementales et il doit être lu à la lumière des 34 recommandations formulées dans l'étude. D'après les informations reçues, les activités associées aux recommandations 1 à 6, 8, 12 à 15 et 17 à 34 ont été menées pendant la période considérée. Conformément aux directives des Nations Unies préconisant de limiter la documentation, les informations figurant dans le présent rapport ainsi que des données supplémentaires sont disponibles sur le site www.un.org/disarmament/education.

4. Dans sa résolution 69/71, l'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante et onzième session, un rapport sur les activités menées au titre du Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement. Le présent rapport doit être lu parallèlement à celui-ci.

5. Dans une série de résolutions adoptées à ses soixante-neuvième et soixante-dixième sessions, l'Assemblée générale a réaffirmé l'utilité des trois centres régionaux du Bureau des affaires de désarmement, qui diffusent du matériel pédagogique et assurent la promotion et la mise en œuvre de programmes éducatifs, respectivement en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, et en Amérique latine et dans les Caraïbes. On trouvera des précisions sur leurs activités respectives dans les rapports les concernant¹.

6. Le Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement continue d'être le plus important programme annuel de formation du Bureau des affaires de désarmement. Un rapport distinct sur ses activités a été soumis à l'Assemblée à sa soixante et onzième session (A/71/95).

¹ En 2015, les rapports du Secrétaire général sur le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique (A/70/114), le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique (A/70/116) et le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (A/70/138) ont été présentés à l'Assemblée générale, à sa soixante-dixième session. Les rapports du Secrétaire général sur les Centres régionaux pour 2016 (A/71/125, A/71/127 and A/71/128) ont été présentés à l'Assemblée générale à sa soixante et onzième session.

II. Application des recommandations par les États Membres

Mexique

[Original : espagnol]
[2 juin 2016]

Pour le Mexique, l'éducation et la promotion des valeurs à défendre, mesures à prendre et objectifs à réaliser dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération sont cruciales pour l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires et la consolidation d'une culture de la paix et d'un monde plus sûr. C'est pourquoi le Mexique considère qu'il importe au plus haut point que les nouvelles générations disposent des moyens nécessaires pour édifier un monde pacifique et exempt d'armes.

Au cours de ces dernières années, il a principalement assuré à cet égard la promotion des activités suivantes dans le domaine du désarmement :

- Présentation biennale de la résolution intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération » à la Première Commission de l'Assemblée générale.
- Intégration du désarmement et de la non-prolifération en tant que matières enseignées dans le cadre des programmes d'études des Ministères de la défense nationale et de la marine et de l'*Instituto Matías Romero* (Académie diplomatique du Mexique);
- L'Université nationale autonome du Mexique a organisé des manifestations promotionnelles sur le désarmement et la non-prolifération. Le programme d'enseignement menant à l'obtention de la licence en relations internationales englobe les thèmes du désarmement classique, chimique, biologique et nucléaire;
- Le Ministère des relations étrangères du Mexique a participé à des tables rondes et forums organisés par des établissements d'enseignement au Mexique et à l'étranger en présentant des exposés sur le désarmement nucléaire et les conséquences humanitaires de l'usage des armes nucléaires;
- Le Mexique a organisé un deuxième cours d'été sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération, destiné à des diplomates latino-américains et caribéens, qui s'est tenu à Mexico du 13 au 17 juillet 2015.
- Le Ministère de l'éducation publique a encouragé des actions visant à promouvoir « une culture de la paix et la résolution non violente des conflits ».
- Pour le Mexique, « éduquer pour la paix » suppose la transmission de valeurs axées sur l'éthique et la citoyenneté, parmi lesquelles la solidarité, la justice, la tolérance, le respect, la coopération, l'autonomie et l'égalité, contribuant ainsi à former des citoyens qui mettront leurs connaissances au service du désarmement et de la non-prolifération des armes de destruction massive. Le plan et les programmes d'enseignement actuels du Ministère de l'éducation publique peuvent être consultés sur le site : <http://www.gob.mx/sep>.

Qatar

[Original : arabe]
[11 mai 2016]

Comme suite à la résolution 69/65 de l'Assemblée générale intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération », l'État du Qatar a pris les mesures suivantes pour promouvoir l'éducation sur le plan du désarmement et de la non-prolifération :

1. Par sa décision 26 de 2004, le Conseil des ministres du Qatar a créé le Comité national pour l'interdiction des armes relevant du Ministère de la défense, qui est notamment compétent pour contrôler l'application des instruments internationaux relatifs au désarmement. Le Comité sert de point de contact entre le Qatar et les organisations internationales œuvrant dans le domaine de l'interdiction des armes.

2. Par sa décision 45 de 2007, le Conseil des ministres a élargi les fonctions du Comité national pour l'interdiction des armes, qu'il a chargé d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes pertinents pour faire connaître les textes des instruments internationaux relatifs à l'interdiction des armes.

3. L'État du Qatar a adhéré à bon nombre d'instruments internationaux relatifs à l'élimination des armes de destruction massive et autres types d'armes interdites.

4. Afin de promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, le Comité national pour l'interdiction des armes diffuse des informations sur ces instruments et y sensibilise le grand public. Il organise des ateliers annuels de vulgarisation à l'intention des élèves du secondaire, des universités, des facultés privées et des écoles militaires, des fonctionnaires de l'État et des représentants de la société civile, en vue de renforcer les capacités nationales dans ce domaine, comme prévu dans le programme intitulé « Les ambitions du Qatar à l'horizon 2030 ».

5. Le Comité national pour l'interdiction des armes diffuse, en coordination avec les instances compétentes, des informations sur ces instruments et sensibilise le public à des questions ayant trait à l'interdiction des armes grâce à son site Internet (www.ncpw.org.qa).

6. Le Comité national accomplit son devoir consistant à asseoir et appuyer le rôle de l'État dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi qu'à préparer la société et les institutions nationales à cet effet. Il a donc créé en 2013, à l'intention des élèves du secondaire, un prix pour l'interdiction des armes en faveur de la recherche scientifique, qui porte sur les instruments relatifs aux armes de destruction massive et aux armes interdites sur le plan international. Les lauréats se voient attribuer d'importantes sommes d'argent.

7. En complément de l'action qu'il mène en appui à la paix et à la sécurité internationales, et compte tenu de la mission de sensibilisation de la société qui lui incombe, le Qatar a lancé en 2014 un concours de création d'affiches en vue d'alerter le public aux dangers des armes de destruction massive et autres armes interdites sur le plan international. Il s'agit d'un concours annuel adressé aux élèves

des établissements secondaires du Qatar; les gagnants remportent d'importantes sommes d'argent.

8. Afin de renforcer les programmes d'éducation des étudiants universitaires, le Comité national a créé en 2016 :

a) Le prix du Comité national pour l'interdiction des armes en faveur de la recherche scientifique;

b) Un concours de création d'affiches de sensibilisation aux dangers des armes de destruction massive et autres armes interdites sur le plan international adressé aux étudiants d'universités.

Le Qatar fait ainsi partie des premiers États qui se lancent dans cette expérience aux niveaux national, régional et international.

9. Des conférences de vulgarisation et d'information au sujet des armes biologiques, chimiques et nucléaires et de leurs dangers ont été organisées dans plusieurs établissements secondaires pour filles et garçons. Elles s'inscrivent dans le cadre de l'action menée sur le terrain par le Comité national, qui cherche à sensibiliser les divers groupes de la société, sur leurs lieux de travail, aux dangers des armes de destruction massive et aux instruments relatifs au désarmement et à l'interdiction des armes.

10. Le Comité national a élaboré une brochure de 225 pages intitulée « Les opérations militaires autres que les combats : le désarmement », qui comporte des informations sur les instruments relatifs au désarmement, et un livret de 55 pages intitulé « Activités du Comité national pour l'interdiction des armes : 2011-2013 ». Tous deux ont été distribués au personnel des différentes sections des forces armées et des ministères du Qatar.

11. En 2016, le Comité national a préparé un court exposé sur les armes de destruction massive (nucléaires, chimiques et biologiques) qui sera intégré aux programmes scolaires du secondaire, en coordination avec le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

12. Le Centre de formation régional de Doha spécialisé dans les accords relatifs aux armes de destruction massive a été inauguré le 11 décembre 2012. Il propose, au niveau local, régional, continental et international, des services d'éducation et de formation dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération.

13. En vue de renforcer la sensibilisation et l'éducation dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération, le Comité national pour l'interdiction des armes a signé un mémorandum d'accord avec l'Université de Georgetown au Qatar le 23 octobre 2014 et un autre avec l'Université du Qatar le 10 mai 2015. Ces deux mémorandums ont instauré une coopération qui repose sur la participation des élèves et des enseignants des deux universités à des activités et à des travaux de recherche reliant les aspects théorique et pratique, s'agissant des accords relatifs à l'interdiction des armes et de leur rôle dans la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

Espagne

[Original : espagnol]
[1^{er} juin 2016]

Dans le domaine de la formation dispensée par le Ministère de la défense, l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération est présente à tous les niveaux de l'enseignement (formation, perfectionnement et hautes études de défense) dans le cadre des programmes d'études liés à la stratégie, à la sécurité et à la défense. De ce fait, les officiers des forces armées sont bien informés et conscients de toutes ces questions. Il convient de mentionner tout particulièrement le personnel qui, au sein de la Direction générale de la politique de défense comme des forces armées, accomplit des tâches directement liées au désarmement et à la non-prolifération, et a reçu la formation spécifique qui lui est destinée dans des centres de formation internationaux comme l'École du maintien de la paix de l'OTAN à Oberammergau (Allemagne), ainsi que dans les principaux centres dispensant un enseignement en matière de désarmement et de non-prolifération :

Centres militaires de formation

L'enseignement de la formation à l'incorporation ou à l'affectation dans les différents rangs des forces armées a pour objectif d'acquérir les compétences et les profils nécessaires à l'exercice professionnel. Les programmes de ces centres comprennent des modules relatifs au respect des engagements souscrits par l'Espagne dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération;

Institut espagnol d'études stratégiques (relève du Ministère de la défense)

Cet institut, spécifiquement chargé de promouvoir la culture de la défense, organise et finance de nombreuses activités réalisées dans le cadre d'accords de collaboration conclus entre le Ministre de la Défense et divers organismes civils;

Institut universitaire « General Gutiérrez Mellado »

Établissement issu d'un accord entre l'Université nationale d'éducation à distance (UNED) et le Ministère de la défense. Il offre divers programmes de troisième cycle (doctorat, master, spécialiste et expert universitaire) dont la préparation peut être flexible et modulaire. Le désarmement et la non-prolifération sont inclus dans différentes matières générales se rapportant à la paix, la sécurité et la défense. Certaines abordent cependant le désarmement et la non-prolifération de manière spécifique.

Centre supérieur d'études de défense nationale (relève du Ministère de la défense)

Il s'agit du principal centre d'enseignement des hautes études de défense. Le cours de l'état-major des forces armées, que suivent une grande partie des officiers des trois armées, inclut notamment dans son programme d'études des questions liées au désarmement et à la non-prolifération.

En outre, le Centre propose, en collaboration avec l'Université Complutense de Madrid, un Master en Sécurité et Défense, qui aborde également ces questions

Turkménistan

[Original : russe]
[28 mars 2016]

La loi du Turkménistan sur les armes, du 21 novembre 2009, régit la circulation des armes à feu civiles, de service ou militaires, des armes blanches et des munitions sur le territoire du Turkménistan, et recense les armes dont la circulation est interdite dans le pays. L'État contrôle dûment la circulation des armes interdites. Conformément au régime des permis de port d'armes en vigueur, les départements du Ministère des affaires intérieures effectuent systématiquement des contrôles préventifs portant sur la détention, l'utilisation et le transfert d'armes à feu et de substances explosives, toxiques et radioactives.

Aux termes de la loi relative aux organes du Ministère de l'intérieur, ce dernier est chargé de superviser le respect des normes portant sur l'acquisition, la détention, le transfert, le port, l'importation, l'exportation et l'utilisation d'armes civiles et de leurs munitions et, en vertu de l'article 29 de la loi sur les armes, il contrôle la circulation des armes de service, dont les armes à feu à canon lisse et les armes à canon rayé ne dépassant pas les 300 joules à la bouche.

Dans le cadre du plan de travail dudit ministère, les services de l'intérieur mènent deux fois par an (au printemps et en automne) l'opération « Armes-2016 » afin de trouver des armes, des munitions, des substances explosives, toxiques et radioactives, des engins explosifs et des précurseurs chimiques dont la détention est interdite. Ces articles sont ensuite saisis et détruits, conformément à la procédure en vigueur. Parallèlement, des campagnes de sensibilisation sur les menaces que représentent les différents types d'armes sont menées auprès de la population.

Afin de prévenir et de combattre les infractions commises par les mineurs d'âge et à leur rencontre, les représentants du Ministère organisent régulièrement des cours et débats dans les établissements d'enseignement secondaire du second degré, d'enseignement spécialisé et d'enseignement supérieur du pays, dans le cadre d'un plan conjoint annuel approuvé par les directions du Ministère des affaires intérieures, du Procureur général, du Ministère de l'éducation, du Ministère de la santé et de l'industrie médicale, de l'Union des jeunes et de l'association « Galkynysh ». Ces cours portent sur des questions telles que la sécurité internationale, la toxicomanie, le trafic d'armes, le terrorisme et la traite des personnes. Le thème du désarmement et de la non-prolifération a été intégré au programme scolaire de l'Institut du Ministère.

Ces activités aident les citoyens turkmènes à mieux respecter les règles en matière d'acquisition, de détention, de transfert, de port, d'importation, d'exportation et d'utilisation d'armes civiles et de leurs munitions et contribuent à la prévention des infractions liées aux armes.

Ukraine

[Original : anglais]
[1^{er} juin 2016]

Compte tenu de la violation flagrante par la Russie des obligations qui lui incombent en vertu du Mémorandum de Budapest, à savoir la tentative d'annexion

de la Crimée, la poursuite des hostilités par les forces terroristes pro-russes au Donbass met en évidence la nécessité de changements rapides et profonds au sein des forces armées nationales, notamment une refonte complète des programmes de formation militaire.

L'Ukraine travaille actuellement à la mise en œuvre de nouveaux programmes de formation militaire, notamment le programme de renforcement de la formation « défense » de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Afin de former des spécialistes du domaine militaire, l'Ukraine a créé un réseau d'universités, de centres de formation, et d'unités et d'installations militaires, qui repose sur une approche globale et innovante et exige des efforts continus de la part de l'État.

Ainsi, l'Ukraine étant pleinement résolue à mettre en place et appuyer les programmes de formation et les études sur le désarmement et la non-prolifération proposés par les Nations Unies, et consciente de leur importance indéniable sur le long terme, son système de formation militaire vise actuellement essentiellement à contrer l'agression armée de la Russie.

Toutefois, l'Ukraine fait de son mieux pour améliorer les connaissances dans les domaines susmentionnés et contribue même à leur promotion. En 2015-2016, des représentants des institutions étatiques ukrainiennes concernées ont participé à plusieurs stages de formation internationaux.

Le Service ukrainien de contrôle des exportations, en collaboration avec l'Autorité suédoise de sûreté radiologique, a organisé une table ronde sur le thème des aspects juridiques internationaux du contrôle des exportations dans le contexte ukrainien.

Dans le cadre de programmes d'aide internationale, l'Ukraine fournit des conseils pour élaborer du matériel de formation afin qu'il tienne compte des meilleures pratiques et des normes en matière de contrôle des exportations.

III. Application des recommandations par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales

A. Bureau des affaires de désarmement

7. Le 30 janvier 2015, des représentants du Bureau des affaires de désarmement ont participé au salon de l'information organisé dans le cadre de la 16^e conférence du Committee on Teaching About the United Nations pour la deuxième année consécutive. Cette conférence a attiré plus de 400 éducateurs d'établissements primaires, secondaires et post-secondaires, et des étudiants d'un grand nombre de domaines différents. Le Bureau a tiré parti de cette occasion unique de promouvoir une meilleure compréhension et connaissance du désarmement en échangeant avec les participants à la conférence.

8. En commémoration du 70^e anniversaire de la première résolution de l'Assemblée générale, adoptée le 24 janvier 1946, consacrée à l'élimination des armes nucléaires et de toutes les autres armes de destruction massive, le Bureau a

organisé le concours d'affiches « Poster for peace » sur le thème de la paix du 24 octobre 2015 au 24 janvier 2016.

9. Le concours avait pour objectif de faire mieux comprendre la nécessité du désarmement nucléaire et d'inciter les citoyens du monde entier à faire entendre leur voix et à utiliser leurs talents artistiques pour promouvoir un monde exempt d'armes nucléaires. Afin de toucher un public le plus large possible, le concours a été organisé en partenariat avec le Bureau du Président de l'Assemblée générale, la Fondation pour les Nations Unies, la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies et l'initiative Impact universitaire. 4 149 soumissions de 123 pays ont été reçues et le site Web spécialement créé pour l'occasion (www.unposterforpeace.org) a enregistré plus de 200 000 visites d'internautes de plus de 180 pays.

10. Plusieurs nouveaux éléments ont été ajoutés sur le site Web consacré à l'éducation en matière de désarmement (www.un.org/disarmament/education) au cours de la période considérée. Y sont également référencées plusieurs nouvelles organisations actives dans ce domaine. Le documentaire « Weapons of Mass Destruction: Threats and Global Responses », produit par le Bureau en coopération avec UNTV à l'occasion du 10^e anniversaire de l'adoption de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, y est également désormais disponible.

11. Afin de sensibiliser et d'éduquer les jeunes et l'opinion publique à la réalité de la menace que représentent actuellement les armes nucléaires, le Bureau a organisé quatre projections de films en avril et mai 2015, une manière de commémorer le 70^e anniversaire des bombardements de Hiroshima et Nagasaki et le 45^e anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. L'un des films projetés, « What Happened That Day » de Masaaki Tanabe du Comité de production cinématographique pour la restauration du Parc du Mémorial de la paix, a été ajouté à la page du site consacrée aux films. Il s'agit du sixième et dernier documentaire réalisé par un survivant d'Hiroshima. Grâce à des effets spéciaux, il donne à voir ce qu'il s'est véritablement passé le jour où la bombe atomique a frappé Hiroshima, le 6 août 1945.

12. Afin de promouvoir le partage d'information sur les questions actuelles de désarmement, le Bureau s'est entretenu avec la Représentante permanente adjointe de la Jamaïque auprès des Nations Unies, Shorna-Kay Richards, sur les questions d'égalité des sexes et de désarmement. Le podcast de l'entretien est disponible sur le site, de même que le nom de plusieurs nouvelles organisations travaillant sur les questions de désarmement, dans la catégorie ressources.

13. Depuis mai 2011, le Bureau collabore avec l'ONG new-yorkaise Hibakusha Stories, qui invite des survivants de la bombe atomique à porter leur témoignage dans les écoles secondaires de New York, et organise deux fois par an les rencontres des hibakusha (survivants de la bombe atomique) avec les guides de l'ONU ainsi qu'avec le personnel et les stagiaires des missions permanentes.

14. Le 4 novembre 2014 et le 3 novembre 2015, le Bureau a coparrainé un atelier sur le désarmement nucléaire au siège de l'ONU à l'intention de 70 enseignants d'écoles secondaires de New York dans le cadre de son programme de formation permanente. Poursuivant sans relâche ses efforts d'éducation en matière de désarmement, le Bureau organise chaque année un atelier sur le désarmement nucléaire destiné aux enseignants du secondaire. Ces ateliers ont été organisés en

collaboration avec Hibakusha Stories et Youth Arts New York. L'objectif de la journée était d'informer les enseignants sur le désarmement nucléaire, les programmes qu'ils peuvent utiliser en classe et sur ce que l'ONU fait dans ce domaine.

15. Au cours de la période considérée, le Bureau a octroyé 50 bourses au titre du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement afin que des délégués de 48 États Membres puissent intervenir plus efficacement dans les instances internationales de délibérations et de négociations. Il offre aux jeunes diplômés la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle dans le cadre du Programme des experts associés des Nations Unies. Il a également lancé à New York et Genève un programme de stages dont ont déjà bénéficié plus de 65 étudiants des deuxième et troisième cycles.

16. Par l'intermédiaire du Centre régional pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, le Bureau des affaires de désarmement a continué d'aider le ministère népalais de l'éducation à intégrer et mettre en œuvre l'éducation en faveur de la paix et en matière de désarmement dans les programmes scolaires. Le Centre a facilité la formation et l'accompagnement technique des hauts fonctionnaires, à la suite de quoi des leçons sur la paix et le désarmement ont été intégrées dans les manuels, qui sont distribués à plus de 400 000 élèves chaque année.

17. Au cours de la Semaine mondiale d'action contre la violence armée 2016 (1^{er}-8 mai 2016), le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes a publié une version mise à jour de son étude « Stray bullets II: media analysis of cases of stray bullets in Latin America and the Caribbean (2014-2015) », qui fournit des données et informations sur la violence et les balles perdues dans la région.

18. Au cours des deux journées portes ouvertes organisées par l'équipe de pays des Nations Unies au Togo pour fêter le 70^e anniversaire de l'ONU, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique a sensibilisé plus de 1 000 personnes en organisant des activités pédagogiques sur le cycle de vie d'une arme à feu. Le Centre a également organisé la projection du documentaire « The Man Who Saved the World » devant plus de 100 élèves togolais âgés de 15 à 20 ans, laquelle a été suivie d'un débat sur la non-prolifération des armes de destruction massive. Pour marquer le 70^e anniversaire du bombardement nucléaire de Hiroshima et Nagasaki, le Centre a aidé l'ONG Visions solidaires à organiser une conférence sur les conséquences et les effets des armes nucléaires.

19. L'antenne viennoise du Bureau des affaires de désarmement travaille à la mise en œuvre d'un projet pluriannuel d'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération en coopération avec 27 partenaires², notamment des organismes des

² Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, secrétariat du Code de conduite international contre la prolifération des missiles balistiques, Agence internationale de l'énergie atomique, Institute for Global Mapping and Research, International Esperanto Society, Mouvement international de la réconciliation, Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, International Youth Nuclear Congress, Inter Press Service News Agency, Comité des ONG pour le désarmement, la paix et la sécurité, Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Pax Christi, Pax Romana, Regional Academy on the United Nations, Soka Gakkai International, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Institut des Nations

Nations Unies, des organisations internationales, des instituts de recherche universitaires et des ONG. L'objectif de ce projet est de mettre au point des vidéos de formation sur le désarmement, la maîtrise des armements et la non-prolifération, et d'encourager les femmes à participer à ces formations grâce à un programme de bourse qui leur est réservé. On a particulièrement veillé à ce que des personnes du monde du Sud y participent.

B. Département des opérations de maintien de la paix

20. Pour la plupart d'entre nous, les mines et les explosifs sont une menace lointaine que nous ne connaissons jamais. En revanche, pour des millions de personnes, ils constituent une réalité terrifiante qu'elles doivent affronter au quotidien. Le Service de la lutte antimines du Département des opérations de maintien de la paix a travaillé à une exposition interactive intitulée « Sweeper », en collaboration avec Critical Mass, une agence de création numérique mondiale. Il s'agit d'une expérience multisensorielle, reposant sur la technologie iBeacon d'Apple qui a permis de créer une visite guidée audio simulant la traversée d'un champ de mines. Cette exposition pédagogique fait désormais partie intégrante des visites guidées de l'Office des Nations Unies à Genève.

21. Afin d'améliorer la sécurité des personnes vivant et travaillant dans des zones polluées par des explosifs, le Service de la lutte antimines a mis au point une application pour smartphones et tablettes de sensibilisation et de formation aux règles de sécurité concernant les explosifs. En 2015, l'application a été adaptée pour inclure des informations sur les engins explosifs improvisés, et, compte tenu de la crise en Iraq, le kurde a été ajouté à la liste des huit langues déjà disponibles³.

22. Des campagnes d'éducation spécialisées et extrêmement ciblées sont incluses dans tous les programmes du Service de la lutte antimines afin de réduire le risque de blessures causées par les engins explosifs. Il s'agit de sensibiliser la population et de promouvoir de nouveaux comportements en passant par l'information, l'éducation et la formation, ainsi que les relais communautaires. Les 17 programmes du Service dans le monde diffusent du matériel de sensibilisation au risque au niveau local, notamment au moyen de publicités à la radio et la télévision, en coordination avec les équipes de l'ONU chargées de la communication.

C. Département de l'information

23. Le Département de l'information continue de déployer des efforts d'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et, pour ce faire, travaille avec

Unies pour la recherche sur le désarmement, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, École internationale des Nations Unies, Université pour la paix (placée sous l'égide de l'ONU), Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Ligue des États arabes, Vienna Center for Disarmament and Non-Proliferation, Arrangement de Wassenaar, Académie européenne des arts, des sciences et des lettres, Institut mondial de sécurité nucléaire.

³ L'application est disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, japonais, kurde, portugais et russe. L'application du Service de la lutte antimines sur les règles de sécurité concernant les restes explosifs de guerre est disponible à l'adresse suivante : www.mineaction.org/resources/unmas-applications.

un large éventail d'organisations non gouvernementales et d'autres collaborateurs pédagogiques.

24. Parmi les outils pédagogiques mis au point figure *Actions for Disarmament: 10 Things You Can Do*, publié en collaboration avec le Bureau des affaires de désarmement. Cet ouvrage met en avant 10 actions concrètes que les jeunes peuvent entreprendre pour sensibiliser aux questions de désarmement et de non-prolifération. Il est à présent disponible en coréen grâce à un partenariat avec l'organisation non gouvernementale Hope to the Future Association.

25. Aux quatre coins du globe, le réseau mondial des centres d'information des Nations Unies a organisé des événements spéciaux pour célébrer les journées et commémorations internationales pertinentes, placé des tribunes libres de hauts responsables de l'ONU et programmé des conférences, des séminaires et des expositions pour mettre en valeur les activités essentielles relatives au désarmement et à la non-prolifération. Par exemple, en coopération avec le Bureau des affaires de désarmement, les centres d'information ont fait la promotion du concours d'affiches de l'ONU sur le thème de la paix, du 24 octobre 2015 au 24 janvier 2016, pour commémorer le soixante-dixième anniversaire de la première résolution de l'Assemblée générale visant à éliminer les armes atomiques ainsi que toutes les armes de destruction massive.

26. Pendant la période à l'examen, la Bibliothèque Dag Hammarskjöld a mis à jour deux guides de recherche, l'un sur le désarmement, publié en anglais, en français et en espagnol, et l'autre sur les mines et restes explosifs de guerre, publié en anglais et en français. Les guides ont été vus et consultés par le public plus de 22 000 fois depuis juillet 2015. En outre, la foire aux questions (FAQ) sur le désarmement disponible en ligne a été mise à jour à partir d'observations formulées par des délégués, des membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies, des chercheurs, des étudiants et le grand public.

27. Le Département a aussi continué de se servir des médias sociaux, tels que Twitter, Facebook, Flickr, Instagram, YouTube et Weibo pour diffuser des contenus pédagogiques sur des questions de désarmement et de non-prolifération.

D. Programme des Nations Unies pour le développement

28. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) contribue à l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, principalement en aidant les gouvernements à mener des activités de formation et de sensibilisation auprès de leurs populations (notamment des plus vulnérables) au sujet des dangers liés au commerce illicite, à la disponibilité accrue et au détournement d'armes légères et de petit calibre. Ainsi, le PNUD cherche à réduire le risque d'exposition des groupes vulnérables aux armes légères et de petit calibre illicites et détournées. On peut citer en exemple de ces activités (soulignées ci-dessous) les campagnes de sensibilisation du public à ces armes que le Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères, investi d'un mandat du PNUD, a menées en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, au Monténégro, en Serbie et dans toute la région, en utilisant notamment les médias sociaux; une campagne visant à sensibiliser à la question des armes légères et de petit calibre et à collecter et enregistrer ce type d'armes, menée par le bureau du PNUD en Bosnie-Herzégovine, et qui a abouti à la collecte de plus de 11 000 armes; et les activités

d'éducation et de sensibilisation du public en matière d'armes légères et de petit calibre illicites menées par le PNUD en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Libéria, au Mali, au Niger, au Nigeria et en Sierra Leone dans le cadre du projet conjoint de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union européenne sur les armes légères et de petit calibre pour la période 2015-2017.

E. Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

29. Dans le cadre de sa mission consistant à fournir à la communauté internationale des données, des études et des analyses plus diversifiées et plus exhaustives, l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) met constamment en œuvre la recommandation 2 qui prévoit de « concevoir, adapter et diffuser » une large gamme de matériels faciles à utiliser sur le désarmement et la non-prolifération. Au cours de la période à l'examen, une attention particulière a été portée aux activités de formation, à la mise au point de matériel didactique, de programmes de parrainage, de formation en cours d'emploi et à l'utilisation de nouvelles technologies, telles que des outils logiciels et des applications.

30. Bon nombre des activités de l'Institut liées à l'éducation décrites dans de précédents rapports du Secrétaire général sont en cours. Des renseignements plus détaillés sur les aspects spécifiques des activités pédagogiques de l'UNIDIR figurent dans le rapport annuel du Directeur, communiqué à l'Assemblée générale (voir le document publié sous la cote A/71/162), ou sont affichés sur le site Web www.unidir.org.

F. Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes

31. Les activités de communication entreprises par l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (OPANAL) dans le but de promouvoir l'éducation en matière de désarmement nucléaire comprennent :

- L'organisation de deux cours portant sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires, convenus par la Conférence générale en 2016;
- Un programme de stages au siège de l'Organisme destiné aux jeunes diplômés, aux étudiants de troisième cycle et aux jeunes diplomates; trois postes de stagiaires sont proposés. Afin d'accroître la participation des États des Caraïbes à ses activités, l'Organisme offre un poste de stagiaire pour un candidat de la Communauté des Caraïbes, avec l'appui financier des Pays-Bas, État partie au Protocole additionnel I au Traité de Tlatelolco;
- La présentation de documents de travail et la publication de communiqués et de déclarations, notamment des déclarations que les États membres de l'OPANAL ont prononcées en 2014 et en 2015 à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires (26 septembre), et dans lesquelles les États membres de l'OPANAL se sont engagés à continuer d'œuvrer à la mise en place de programmes d'éducation en matière de

désarmement, car ils sont convaincus que ces programmes constituent un moyen efficace de contribuer à la consolidation de la paix et de la sécurité internationales.

32. L'OPANAL continue d'appuyer les initiatives et les activités d'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires que mènent les États parties au Traité de Tlatelolco, à savoir des séminaires, des cours et des conférences, comme le cours d'été sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires que le Gouvernement mexicain organise chaque année depuis 2014.

33. Elle poursuit ses activités de collaboration avec le milieu universitaire, les organisations non gouvernementales et les laboratoires d'idées qui fournissent des renseignements utiles en matière de communication, car elles font partie intégrante de son action visant à promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

G. Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

34. L'importance vitale que revêtent l'éducation et la communication dans la poursuite de l'application de la Convention sur les armes chimiques a été reconnue. Par conséquent, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a créé un conseil consultatif sur l'éducation et la communication, formé de 15 experts du monde entier et chargé de conseiller l'OIAC et ses États parties sur tous les aspects de l'éducation et de la communication pertinents dans le cadre de la Convention. Le nouveau conseil consultatif sera un élément clef des actions que l'OIAC mènera à l'avenir en matière d'éducation.

35. Depuis la publication du dernier rapport, l'OIAC a activement collaboré avec ses parties prenantes clefs, notamment les États parties, l'industrie chimique, la communauté scientifique, le milieu universitaire, les éducateurs, le grand public et les médias, dans le cadre de ses activités d'éducation et de communication. Ces activités sont intégrées aux programmes de l'OIAC et visent non seulement à éduquer ses destinataires clefs mais aussi à établir et à maintenir un processus d'engagement, appuyant ainsi la mise en œuvre de la Convention.

H. Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

36. En septembre 2014, la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a organisé un cours sur les politiques publiques relatives au Traité, consacré à la diplomatie et à la science au service de la vérification. Ce cours a été suivi par des diplomates, des représentants de gouvernements et d'organisations internationales, des analystes de centres nationaux de données, des opérateurs de station, des chercheurs, des journalistes, des étudiants et d'autres membres de la société civile.

37. La Conférence « sciences et techniques » de 2015 de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires s'est tenue en juin 2015; il s'agissait de la cinquième d'une série de conférences multidisciplinaires conçue pour renforcer encore les liens solides qui unissent la communauté scientifique et la Commission préparatoire. Cette dernière a organisé des forums académiques

annuels en mai 2014 et en juin 2015, fournissant ainsi l'occasion aux universitaires de poursuivre le dialogue sur la meilleure façon de mettre en application le Traité et d'autres sujets plus vastes en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaires.

38. En 2014 et 2015, la Commission préparatoire, en coopération avec le Bureau des affaires de désarmement, a continué, comme elle le fait traditionnellement, d'accueillir des personnes bénéficiant du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement pour un séminaire intensif sur le Traité et son régime de vérification.

39. La Commission préparatoire a poursuivi sa coopération avec les universités et les instituts de recherche pour mettre au point des outils pédagogiques disponibles sur Internet ainsi que du matériel de formation en ligne en lien avec le Traité. Le profil iTunes U de la Commission comporte actuellement 17 collections et 4 cours de séminaire avec plus de 415 fichiers diffusables gratuitement. Le portail de la Commission dédié au savoir et à la formation et qui regroupe toutes les activités d'apprentissage en ligne est disponible depuis novembre 2015 et permet désormais d'accéder aux cours précédents et à un large éventail de matériel pédagogique.

40. La Commission préparatoire dispose d'un programme de stages bien organisé, proposant aux étudiants de premier cycle ou déjà diplômés d'acquérir des connaissances sur le Traité et ses objectifs tout en améliorant leurs capacités de recherche et en acquérant les compétences nécessaires pour réussir dans le cadre d'une organisation internationale.

IV. Application des recommandations par les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales

A. Carnegie Corporation of New York

42. Conformément à la recommandation 20 de l'Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement, la Carnegie Corporation of New York subventionne plusieurs universités et laboratoires d'idées qui font avancer l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Entre juillet 2014 et mai 2016, 52 subventions, soit plus de 20 millions de dollars au total, ont été accordées à des universités et à des laboratoires d'idées travaillant sur des questions relatives à la sûreté nucléaire, à la non-prolifération ou au désarmement. La Carnegie Corporation a aussi créé des ressources sur la non-prolifération et le désarmement afin d'informer le grand public, notamment un site Web interactif récent lancé à l'occasion du Sommet sur la sécurité nucléaire en 2016.

B. Center for Ecumenical Studies

42. Le Center for Ecumenical Studies au Mexique fonctionne selon un mode d'action appelé « Solidarity and peace » pour promouvoir une culture de paix juste aux niveaux local, national et international. S'agissant du désarmement et de la non-prolifération, il a été invité par le Conseil œcuménique des Églises à participer d'une part aux initiatives de la Campagne internationale pour abolir les armes

nucléaires en diffusant des informations sur le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires au sein de son réseau d'organisations non gouvernementales, d'églises et de médias et, d'autre part, aux travaux de la coalition internationale d'organisations de la société civile, Control Arms, pour promouvoir le renforcement de la régulation du commerce des armes dans le monde.

C. Centre for Environment and Development Studies

43. Le Centre for Environment and Development Studies, une organisation non gouvernementale privée ayant son siège à Hong Kong (Chine), travaille depuis 2004 sur des questions de développement durable. Ses activités découlent du principe 16 de la Charte de la Terre, « [p]romouvoir une culture de tolérance, de non-violence et de paix », auquel elles se conforment.

44. Le Centre participe aux activités portant sur la promotion du dialogue ainsi qu'aux ateliers sur la résolution des conflits et sur l'éducation et la formation dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. Les bénéficiaires ciblés en priorité sont les jeunes talentueux et passionnés par le désarmement et la non-prolifération.

D. Center for Peace Education, Miriam College

45. Le Center for Peace Education a mené des activités pédagogiques sur le désarmement nucléaire avec l'appui de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires. Deux ateliers sur l'éducation en matière de paix et de désarmement ont été organisés à l'intention des enseignants de sciences sociales du secondaire les 6 et 7 octobre 2014 et les 8 et 9 octobre 2015. Des expositions d'une semaine ont été montées en août 2014 et 2015 pour commémorer les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki et sensibiliser à leurs terribles conséquences. Une pétition mondiale pour interdire les armes nucléaires a été signée après l'exposition. Un forum public sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires s'est tenu le 4 septembre 2014, suivi d'un autre le 3 février 2015 intitulé « Nuclear disarmament as a humanitarian imperative and an interfaith commitment », lequel marquait la Semaine mondiale de l'harmonie interconfessionnelle. Un troisième forum sur l'abolition des armes nucléaires en tant qu'impératif moral et humanitaire a eu lieu à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires en 2015.

E. Disarmament and Security Centre

46. Le Disarmament and Security Centre de Christchurch (Nouvelle-Zélande) continue à mettre en œuvre les recommandations de l'étude de 2002 de l'ONU sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Il sensibilise au désarmement au moyen des médias et de sites Web; il met son centre de documentation à la disposition de la communauté (en particulier des étudiants); et organise des expositions et des manifestations pour célébrer les événements importants en matière de paix et de désarmement nucléaire, comme le vingtième anniversaire de l'avis consultatif historique de la Cour internationale de Justice sur les armes nucléaires (8 juillet 2016), le trentième anniversaire de l'adoption par la

Nouvelle-Zélande d'une loi sur le désarmement nucléaire (juin 2017) ou encore les journées des Nations Unies consacrées à la paix, au désarmement et à la non-violence. Il a entrepris des projets tels que la création d'un site Web intitulé « Voices against war », qui regroupe les récits de 20 habitants de Canterbury opposés à la Première Guerre mondiale; la tournée nationale d'une pièce de théâtre sur la pacifiste autrichienne et première femme lauréate du prix Nobel, Bertha von Suttner; et la production d'une pièce sur les objecteurs de conscience de la Seconde Guerre mondiale, qui a été filmée et envoyée à plus de 300 établissements secondaires.

F. Forum for Nation Building Nepal

47. L'organisation a notamment mené les activités ci-après dans le domaine de l'éducation et de la formation en matière de désarmement et de non-prolifération :

- Un programme interactif sur l'interdiction des armes nucléaires (Sitting together: an initiative for banning nuclear weapons) a été organisé à Katmandou le 28 août 2015 avec l'appui de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires;
- De nombreuses réunions et des échanges téléphoniques et par courrier électronique ont eu lieu avec des responsables du Gouvernement népalais, afin de persuader le Népal de s'associer officiellement à l'Engagement humanitaire;
- Des réunions ont été organisées régulièrement avec des membres de l'équipe, des volontaires, des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes afin de mieux faire connaître les conséquences humanitaires des armes nucléaires, biologiques et chimiques.

G. Global Zero

48. Le mouvement « Global Zero » est mené par plus de 300 éminents dirigeants mondiaux et appuyé par un demi-million de citoyens du monde entier. Ces deux dernières années, le mouvement a : a) réuni un groupe international constitué de hauts responsables militaires et de dirigeants politiques afin de mettre en lumière le risque accru d'utilisation d'armes nucléaires et de mettre en place des mesures visant à le réduire; b) lancé le Global Zero Action Corps, une vaste initiative locale de sensibilisation à l'intention des jeunes; c) organisé des journées mondiales d'action avec des milliers de militants; d) publié en ligne des vidéos qui ont été vues par environ 6,5 millions de personnes; e) organisé des centaines de réunions avec des décideurs; f) accueilli ou participé à de nombreuses conférences internationales; et g) bénéficié d'une bonne couverture médiatique, d'une valeur de plus 75 millions de dollars à l'échelle mondiale. Grâce aux importantes initiatives qu'il a menées en Amérique du Nord, en Asie, en Asie du Sud et au Moyen-Orient, Global Zero est en train de lancer un mouvement mondial en faveur du désarmement solidement ancré dans des régions stratégiques en termes d'armes nucléaires.

H. Heritage Foundation

49. La Heritage Foundation est une organisation dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. Par l'intermédiaire de représentants accrédités, elle participe régulièrement aux conférences, manifestations et autres programmes de l'ONU, notamment ceux qui concernent le désarmement et la non-prolifération. Son rôle principal, dans ce domaine comme dans d'autres, est de sensibiliser le Gouvernement et le peuple américains et, à cette fin, elle publie des documents, organise des manifestations publiques et s'emploie par d'autres moyens à promouvoir les valeurs qu'elle défend.

I. Préfecture d'Hiroshima

50. En octobre 2011, la préfecture d'Hiroshima, qui a dû se reconstruire après avoir été victime du premier bombardement atomique de l'histoire de l'humanité, a lancé le plan « Hiroshima for global peace » (Hiroshima pour la paix mondiale), lequel définit le rôle que doit jouer la préfecture et les missions qu'elle doit remplir pour parvenir à la paix mondiale en abordant les questions de l'abolition des armes nucléaires, de la reconstruction et de la consolidation de la paix.

51. Conformément à ce plan, la préfecture d'Hiroshima s'est engagée à promouvoir le processus de désarmement nucléaire et de non-prolifération en vue de l'abolition complète des armes nucléaires. Ses activités d'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération comprennent notamment : a) la table ronde d'Hiroshima, qui est l'occasion d'une discussion multilatérale sur le désarmement nucléaire; b) des séminaires sur le désarmement visant à renforcer les capacités de la jeunesse; c) la publication du rapport d'Hiroshima qui évalue les résultats des États sélectionnés en matière de désarmement nucléaire; d) des stages pour les étudiants diplômés; et e) l'envoi de membres de son personnel dans une organisation internationale concernée par l'éducation et la formation en matière de désarmement.

J. Institut de la sécurité et de la sûreté de l'Université de Brandebourg

52. Depuis février 2016, l'Institut de la sécurité et de la sûreté de l'Université des sciences appliquées de Brandebourg met en place un programme de maîtrise dans le domaine de la sécurité nucléaire. À l'issue du programme, les étudiants recevront un diplôme internationalement reconnu de maîtrise scientifique en sécurité nucléaire de la Technische Hochschule de Brandebourg (Université des sciences appliquées).

53. Jusqu'en 2014, l'Université des sciences appliquées de Brandebourg, en partenariat avec des universités autrichiennes, grecques, néerlandaises, norvégiennes et britanniques, appuyait un projet pilote de l'Union européenne de maîtrise en sécurité nucléaire. Celui-ci donnait un aperçu général de l'ensemble de la zone à risque et couvrait la prévention et la planification, la détection et la prise en compte du vol, du sabotage, de l'accès non autorisé et du transfert illégal ou d'autres actes de malveillance mettant en jeu des matières nucléaires, d'autres substances radioactives ou les installations connexes.

K. Institute for Security Studies

54. L'Institute for Security Studies est une organisation africaine de premier plan qui vise à renforcer la sécurité humaine pour permettre le développement durable et la prospérité économique en Afrique. Elle œuvre à travers le continent et mène des travaux de recherche faisant autorité, fournit des conseils spécialisés et offre une assistance technique et des formations aux États africains dans le cadre de leur lutte contre les problèmes de sécurité et de gouvernance.

55. Grâce à l'organisation de divers ateliers d'éducation et de sensibilisation et à l'intensification de l'échange d'expériences au niveau régional, l'Institut aide les États africains à mettre en place des contrôles internes efficaces du matériel et des technologies à double usage, notamment en luttant contre leur trafic illicite. Il œuvre également à renforcer la capacité des États africains à réglementer le commerce des armes classiques, notamment en appuyant la Stratégie de l'Union africaine sur le contrôle de la prolifération, de la circulation et du trafic illicites des armes légères et de petit calibre et l'application du Traité sur le commerce des armes et du Programme d'action relatif aux armes légères.

L. Insubria Center on International Security et Landau Network-Fondazione Volta

56. L'Insubria Center on International Security et le Landau Network-Fondazione Volta ont une longue expérience de la mise en œuvre d'activités d'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Entre juillet 2014 et juin 2016, les deux centres ont essentiellement mené des projets de coopération internationale dans le cadre de l'initiative relative aux centres d'excellence pour la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires de l'Union européenne, lancée en 2010 face à la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles des pays extérieurs à l'Union européenne en matière de réduction des risques liés aux agents chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires et de préparation à cet égard. Ces projets ont porté principalement sur la sensibilisation, la création d'un réseau d'universités et d'instituts, le transfert de connaissances, la formation de formateurs et la mise en place de capacités durables dans le cadre des questions relatives aux risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.

M. Réseau international d'action contre les armes légères

57. Le Réseau international d'action contre les armes légères reconnaît l'importance de l'éducation en matière de désarmement pour les jeunes, dans la mesure où elle les aide à prendre conscience d'aspects qu'ils n'auraient jamais pu saisir autrement. On trouvera ci-après des exemples d'activités d'éducation en matière de désarmement menées par le Réseau au cours de la période considérée.

- Les membres du Réseau sont intervenus devant une classe du lycée City-As-School de New York en avril 2016 pour parler des armes légères et de petit calibre, de l'utilisation des armes aux États-Unis ainsi que de la guerre froide et de la violence armée en Afrique, et leur ont présenté le Programme d'action relatif aux armes légères et le Traité sur le commerce des armes.

- Ils se sont également adressés, en février 2016, aux étudiants et enseignants du John Jay College of Criminal Justice de New York au sujet de la violence armée, du désarmement et de l'assistance aux victimes.
- En octobre 2015, ils ont présenté un exposé sur la paix, le développement et les armes à l'Université d'État de Californie de Sacramento.

N. Branche française de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN)

[Original : français]

58. Face au décalage persistant entre les avancées des discussions pour le désarmement nucléaire au niveau international et le manque de débat à ce sujet dans certaines régions du monde, un groupe de jeunes français se mobilise. Il est temps de passer à la vitesse supérieure et de s'interroger véritablement sur la légitimité de ces armes de destruction massive dans notre monde. Au regard des problématiques auxquelles doit faire face la communauté internationale aujourd'hui, il paraît peu pertinent de persévérer à faire valoir la sécurité nationale aux dépens de la sécurité humaine et collective. C'est pourquoi ce projet d'ICAN France s'inscrit dans une démarche de formation et d'information sur les armes nucléaires, leur impact et les perspectives possibles pour le désarmement total et définitif. À travers ses activités, ICAN Youth invite à l'ouverture d'un débat sur les armes nucléaires et souhaite que les États se mobilisent dans le même sens.

O. Association internationale de recherche sur la paix

59. L'Association internationale de recherche sur la paix est une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ouverte aux chercheurs pour la paix ainsi qu'aux institutions et associations scientifiques. Au cours de la période considérée, les membres de l'Association (personnes, institutions ou associations) ont mené un grand nombre d'activités d'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, notamment sous forme de déclarations et de témoignages d'experts dans les instances multilatérales; ils ont élaboré des programmes d'études sur la paix et les conflits pour les étudiants de premier et second cycles, souvent accompagnés de cours sur les questions de désarmement; publié des études sur le désarmement validées par des pairs; organisé des conférences universitaires et de la société civile ainsi que des ateliers de formation; réalisé des activités de sensibilisation, d'information et de mobilisation, ou mené des dialogues interconfessionnels et créé des associations locales; proposé des formations en cours d'emploi dans des ONG œuvrant pour le désarmement; et distribué du matériel pédagogique.

P. Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire

60. L'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire a sensibilisé décideurs, diplomates, organisations non gouvernementales et public aux aspects médicaux et sanitaires de la violence armée, y compris les

conséquences humanitaires des armes nucléaires, comme moyen de favoriser le désarmement nucléaire, les accords internationaux visant à restreindre le commerce des armes à l'échelle mondiale, la réduction des dépenses militaires mondiales et l'accroissement du financement des priorités humaines et sociales telles qu'identifiées dans le cadre des objectifs de développement durable. Les aspects marquants ont porté notamment sur des exposés sur les conséquences médicales, environnementales et humanitaires de la guerre nucléaire présentés à des réunions parrainées par l'ONU et à des conférences internationales; la publication de nouvelles ressources en ligne sur les conséquences médicales et environnementales d'une guerre nucléaire; des ateliers et d'autres sessions de formation sur les faits scientifiques et médicaux relatifs aux armes nucléaires; des programmes locaux et régionaux de recherche et d'éducation sur les approches de santé publique de la prévention de la violence armée et de renforcement du soutien aux victimes de violence; et l'encadrement dans le cadre de la promotion d'une perspective de désarmement humanitaire.

Q. Branche allemande de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire

61. La branche allemande de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire travaille activement à l'éducation en matière de désarmement en langue allemande. Son site Web, Atomwaffen A-Z (www.atomwaffenA-Z.info), créé il y a dix ans, est très visité et contient un grand nombre d'informations générales sur les armes nucléaires, dont un vaste glossaire regroupant tous les termes et définitions relatifs aux armes nucléaires, ainsi que des informations sur l'histoire du désarmement nucléaire, les arsenaux actuels, les connaissances scientifiques à ce sujet et les initiatives dans ce domaine.

62. Les branches allemandes de cette organisation et d'ICAN collaborent à un projet intitulé « ICAN Campus », qui vise à informer les étudiants, à les mobiliser et à mettre des orateurs à disposition pour des manifestations : www.icanw.de/aktivitaeten/ican-campus/.

63. Elles ont également organisé plusieurs week-ends de formation à l'intention des étudiants : www.icanw.de/neuigkeiten/nukipedia-spring-academy/.

64. Avant la Conférence de 2014 sur les incidences humanitaires des armes nucléaires tenue à Vienne, ICAN Allemagne dirigeait une organisation appelée « Action Academy », qui a permis de former des jeunes venus de toute l'Europe et d'amener 12 jeunes participants à Vienne : <http://ican.berlin/actionacademy/>.

R. International Student/Young Pugwash

65. De juillet 2014 à juin 2016, le groupe « International Student/Young Pugwash » a organisé toute une série d'initiatives, la principale étant sa neuvième conférence, qui s'est tenue à Nagasaki en octobre 2015, sur le thème : « Prospects for arms control, disarmament and non-proliferation: 70 years after the Hiroshima and Nagasaki atomic bombings ». Elle a accueilli 31 participants de 19 pays, qui ont présenté divers exposés sur toute une série de sujets en rapport avec le désarmement nucléaire, la non-prolifération et la sécurité régionale. En juillet 2015, le groupe a

examiné la possibilité de renforcer son réseau dans le cadre d'un atelier tenu à Pugwash en Nouvelle-Écosse (Canada), et travaille actuellement à l'organisation d'une conférence régionale sur la jeunesse au Moyen-Orient en s'appuyant sur la coopération entre ses groupes nationaux.

S. James Martin Center for Non-proliferation Studies

66. Depuis sa création en 1989, le James Martin Center for Non-proliferation Studies implanté au sein de l'Institut Middlebury d'études internationales de Monterey s'emploie à combattre la dissémination des armes de destruction massive en formant la prochaine génération de spécialistes de la non-prolifération tout en sensibilisant le grand public aux questions relatives à ce type d'armes. Les étudiants du deuxième cycle poursuivent un programme de deux ans sanctionné par un diplôme qui allie travaux pratiques structurés en classe dans le cadre de l'Institut à une formation en cours d'emploi au centre ainsi que des stages auprès d'organisations internationales chargées de questions de non-prolifération et de désarmement. Des instructeurs et élèves d'écoles d'enseignement secondaire, des étudiants du premier cycle, des fonctionnaires, des diplomates et des scientifiques peuvent également bénéficier de la formation des experts du centre selon des modalités variées. Le Centre fait de plus en plus appel à divers types d'outils et de technologies nouvelles d'apprentissage en ligne pour toucher des publics éloignés. Il a également de plus en plus recours aux réseaux sociaux pour diffuser des informations et élargir son public. Un complément d'information peut être consulté à l'adresse ci-après : <http://www.non-prolifération.org>.

T. Manhattan Project for a Nuclear-Free World

67. Le Manhattan Project for a Nuclear-Free World est un groupe réunissant des éducateurs, des militants dans le domaine de la santé, des artistes, des avocats et des citoyens qui, conscients des coûts, des risques et des conséquences humanitaires de l'énergie et des armes nucléaires, s'est donné pour mission de sensibiliser le public.

68. Pour atteindre ce but, il organise des événements pédagogiques, publie des documents informatifs et soutient des campagnes et des projets visant à éliminer l'énergie et les armes nucléaires dans leur ensemble. Le groupe s'adresse aussi aux responsables politiques pour insister sur la mise en œuvre de politiques zéro carbone et zéro énergie nucléaire afin de protéger les groupes les plus vulnérables de la société.

U. Maires pour la paix

69. Les survivants de la bombe atomique étant de plus en plus âgés et les jeunes devenant de moins en moins préoccupés par la paix, l'organisation « Maires pour la paix » estime qu'il est crucial et urgent de transmettre aux futures générations l'expérience des victimes de la bombe atomique. Elle a créé divers projets dans le cadre du plan d'action qu'elle a mis en œuvre à cette fin. Administrée par la ville d'Hiroshima qui préside l'organisation, la certification « Hiroshima-Nagasaki Peace Study Course », atteste qu'un cours s'emploie à faire prendre la mesure de la réalité des bombardements atomiques, de la cruauté de la guerre, de l'inhumanité des

armes nucléaires et de la valeur inestimable de la paix. L'organisation assure la promotion de cette certification dans des universités du monde entier à travers son réseau, auquel plus de 7 000 villes ont adhéré. Elle convie par ailleurs des membres du personnel de ces villes à effectuer un stage au sein du secrétariat de l'organisation, à Hiroshima, de manière à mobiliser les ressources nécessaires à l'édification d'un monde pacifique et exempt d'armes nucléaires.

V. Ville de Nagasaki

70. La ville de Nagasaki dispense une éducation à la paix afin de transmettre aux jeunes générations l'expérience vécue par les survivants de la bombe atomique et leur aspiration à la paix. Le PCU Nagasaki Council for Nuclear Weapons Abolition éduque les jeunes afin qu'ils s'engagent sur la voie de l'abolition des armes nucléaires. Ce Conseil a été créé par la préfecture et la ville de Nagasaki, en collaboration avec l'Université de Nagasaki.

71. En août 2015, Nagasaki a organisé le Forum international des jeunes pour la paix pour commémorer le soixante-dixième anniversaire de la bombe atomique. Ayant pour thème « Learning about the past and viewing our present to make a better future », ce Forum de deux jours a accueilli des enfants de 122 pays et régions différents qui ont pu mesurer le risque que représentent les armes nucléaires et l'importance de la paix. Ils ont surmonté les difficultés linguistiques et culturelles et renforcé leur compréhension mutuelle.

W. Université nationale de recherche nucléaire MEPhI

[Original : russe]

72. L'Université nationale de recherche nucléaire de l'Institut d'ingénierie et de physique de Moscou, établissement de renommée mondiale, est le seul institut de recherche nucléaire de la Fédération de Russie. En novembre 2015, elle est entrée dans le classement mondial des 100 meilleures universités (catégorie Sciences physiques) publié par le magazine « Times Higher Education ». Depuis 1997, elle délivre un diplôme de master et un diplôme d'ingénieur en sécurité des matières nucléaires. Le cursus qu'elle propose vise à offrir une formation complète englobant tous les aspects de la sécurité des matières nucléaires, y compris la sécurisation de ces matières, la production de données fiables sur celles-ci et la prise en compte des risques anthropiques. Elle compte des étudiants venant aussi bien de la Fédération de Russie que de l'étranger.

X. Nuclear Age Peace Foundation

73. La Nuclear Age Peace Foundation a pour mission de sensibiliser à la paix et de plaider pour celle-ci ainsi que pour un monde exempt d'armes nucléaires. Elle œuvre également à l'autonomisation des leaders pacifistes.

74. La Fondation prend part à de nombreuses activités éducatives centrées sur la paix et le désarmement nucléaire et allant de la production d'ouvrages didactiques à l'organisation de conférences en passant par l'élaboration de programmes à l'intention d'établissements scolaires et universitaires. Parmi les principales

activités menées au cours de la période considérée, on peut citer notamment les suivantes :

- La publication d'ouvrages par le Président de la Fondation, M. David Rieger, et Paul K. Chappell, son directeur du leadership pour la paix, ainsi que de nombreuses brochures d'information;
- Plus de 100 conférences publiques sur la nécessité urgente d'abolir les armes nucléaires et sur les procédures judiciaires entamées par les Îles Marshall devant la Cour internationale de Justice et les tribunaux fédéraux des États-Unis dans le cadre du désarmement nucléaire;
- Une interaction étroite avec les étudiants à travers le programme de stages de la Fondation et le « Peace Leadership Programme ».

Y. Pace University

75. La Pace University est un acteur de plus en plus important dans le domaine de l'éducation en matière de désarmement. De juillet 2014 à juin 2016, l'université a mis en place une spécialisation de premier cycle axée sur la paix et la justice et proposé des cours sur ces thèmes, qu'il s'agisse de celui intitulé « Global Politics of Disarmament and Arms Control » ou de la conférence « l'ONU mise en scène ». Les étudiants de l'université ont suivi des stages et pris part à une formation en cours d'emploi auprès d'organisations spécialisées dans le désarmement à New York. Les enseignants ont diffusé leurs recherches et analyses et apporté une aide technique aux États et organisations non gouvernementales œuvrant à l'élaboration de politiques de désarmement. À compter de 2016, la Pace University proposera aux États de l'Afrique de l'Est et à la société civile une formation sur le Traité sur le commerce des armes. Cette formation est financée par le Mécanisme de financement des Nations Unies pour la coopération en matière de réglementation des armements, en partenariat avec le secrétariat de la campagne Contrôlez les armes. L'université joue par ailleurs un rôle mobilisateur en organisant la Conférence annuelle sur le désarmement humanitaire, ainsi que d'autres ateliers et groupes d'étude.

Z. Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement

76. L'organisation Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement sensibilise les parlementaires aux questions et initiatives régionales relatives à la non-prolifération nucléaire, à la réduction des risques et au désarmement. De plus, elle informe les membres de la société civile sur les rôles et actions des parlementaires dans ces domaines, et les aide à interagir efficacement avec ces derniers.

77. Elle s'attache en particulier à collaborer avec l'Organisation des Nations Unies et à impliquer les parlementaires dans des initiatives et réunions de l'ONU axées sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires. À cette fin, elle s'efforce entre autres de promouvoir les initiatives de l'ONU sein des parlements nationaux, de célébrer les journées phares des Nations Unies, telle que la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, d'organiser des manifestations au

sein d'instances interparlementaires [notamment l'Union interparlementaire et l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)], et d'aider les parlementaires à faire partie des délégations gouvernementales qui assistent aux réunions de l'ONU.

78. En 2014, l'organisation a participé à la création d'Unfold Zero, une plateforme mondiale chargée de promouvoir les initiatives et instances des Nations Unies consacrées au désarmement nucléaire.

AA. Peace Boat

79. Peace Boat continue de contribuer activement à l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, notamment à l'aide du projet Hibakusha, qui a convié par deux fois des survivants des bombardements atomiques à des voyages autour du monde pendant la période considérée, afin de faire connaître leur tragique expérience, d'informer le public des dangers des armes nucléaires et de plaider en faveur de leur abolition. Près de 6 500 Japonais et participants d'autres pays du monde ont assisté aux programmes d'éducation en mer de Peace Boat pendant la période à l'examen. Peace Boat a proposé plusieurs programmes de sensibilisation aux incidences humanitaires des armes nucléaires et d'éducation dans ce domaine, notamment au sein des instances internationales suivantes : les réunions de la Première Commission (octobre 2014 et 2015), la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (mai 2015), la vingt-cinquième Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement, à Hiroshima (août 2015), la réunion des ministres des affaires étrangères du G7 à Hiroshima (avril 2016), le Sommet du Groupe des Sept (mai 2016) et le Groupe de travail à composition non limitée mandaté par l'Assemblée générale pour élaborer des propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire, aux fins de l'avènement définitif d'un monde sans armes nucléaires (février et mai 2016).

BB. Mouvement pour la paix permanente

80. « Mouvement pour la paix permanente » est une organisation non gouvernementale implantée au Liban et spécialisée dans l'éducation pour la paix, la résolution des conflits et la maîtrise des armements. Il s'agit de la seule organisation au Liban traitant de questions relatives à la maîtrise des armements, à la non-prolifération et au désarmement aux niveaux local, régional et international. Elle a développé des supports média spécifiques tels que des films, des manuels de formation et un programme d'enseignement en matière d'éducation pour la paix qui peuvent être exploités par les écoles, les universités et les médias. L'ONG a par ailleurs réalisé une étude juridique et une brochure d'information sur la question de la maîtrise des armements au sein de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord destinée aux fonctionnaires gouvernementaux, aux membres du Parlement, aux médias et aux militants pour la paix. Elle organise régulièrement des conférences régionales sur ce thème, en collaboration avec la Ligue des États arabes.

CC. PIR Center (Centre russe d'études politiques)

81. Le Centre russe d'études politiques est la principale organisation non gouvernementale de recherche qui joue un rôle de premier plan dans la promotion de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération au sein de la Fédération de Russie et de la Communauté d'États indépendants. En 2016, l'Institut Middlebury d'études internationales de Monterey, l'Institut des relations internationales de Moscou ainsi que le PIR Center ont créé un double diplôme d'études sur la non-prolifération. En 2014-2015, plus de 110 jeunes experts ont pris part aux principaux projets de formation du PIR Center (l'« International School on Global Security », un cours magistral intitulé « Weapons of mass destruction, non-proliferation and global security » dispensé à l'Institut des relations internationales de Moscou et un programme de stages). La possibilité de sélectionner et de promouvoir les jeunes talents, de les inciter à se spécialiser dans le domaine de la non-prolifération ainsi que les opportunités en matière de développement professionnel comptent parmi les principaux avantages du programme du PIR Center.

DD. Project on Managing the Atom du Center for Science and International Affairs de l'Université Harvard

82. Le Project on Managing the Atom (projet sur la maîtrise de l'atome) du Belfer Center for Science and International Affairs de l'Université Harvard cible des publics très variés : experts en matière de non-prolifération, de désarmement, d'énergie et de politique internationale, responsables politiques et grand public.

83. Ce projet parraine également un groupe de chercheurs invités internationaux qui participent à des projets de recherche individuels et collectifs au même titre que l'équipe du projet et les membres de la faculté.

84. En avril 2015, l'équipe a ainsi collaboré avec le James Martin Centre for Non-proliferation Studies, le Gouvernement néerlandais et le Bureau des affaires de désarmement afin de réunir au Siège de l'Organisation des Nations Unies de jeunes experts dans le domaine du nucléaire venus du monde entier pour participer à un colloque sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Les participants ont présenté des études scientifiques sur des questions liées à la conférence d'examen de 2015 et en ont débattu. Pour plus d'informations, voir : http://belfercenter.ksg.harvard.edu/project/3/managing_the_atom.html.

EE. Centre de recherche de l'Université de Nagasaki pour l'abolition des armes nucléaires

85. Le Centre de recherche de l'Université de Nagasaki pour l'abolition des armes nucléaires a pour mission de mettre en place des programmes éducatifs spécifiques à Nagasaki, l'une des deux villes touchées par la tragédie de la bombe atomique.

86. La Centre a développé une base de données sur les armes nucléaires et les matières fissiles que les citoyens ordinaires et les chercheurs peuvent consulter sur son site Web. Depuis 2013, en collaboration avec la préfecture et la ville de Nagasaki, ainsi que le PCU Nagasaki Council for Nuclear Weapons Abolition, 10 à

12 jeunes étudiants résidant dans cette ville participent chaque année à la Conférence d'examen et au Comité préparatoire dans le cadre d'une « délégation de jeunes de Nagasaki ». Depuis 2012, le Centre propose également un programme d'études universitaires de premier cycle qui relève de l'enseignement artistique, destiné aux étudiants qui ne se spécialisent pas nécessairement dans le domaine du désarmement nucléaire ou qui sont issus d'horizons divers.

FF. Université d'État de Saint-Pétersbourg

87. L'École des relations internationales de l'Université d'État de Saint-Pétersbourg est le seul établissement universitaire de la ville dispensant des cours sur le désarmement et la non-prolifération. L'École forme des futurs dirigeants afin qu'ils soient en mesure d'exercer un contrôle civil efficace sur les affaires militaires par l'intermédiaire du Gouvernement, des médias et de la communauté universitaire. Le programme du master en études stratégiques de cette école propose une formation universitaire d'un an sur la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération, qui aborde un large éventail de questions liées à la maîtrise des armes classiques, à la non-prolifération des armes de destruction massive et à leurs vecteurs.

GG. Simons Foundation

88. La Fondation Simons et le Programme de recherche et d'information dans le domaine de la sécurité internationale d'Affaires mondiales Canada (nouveau nom du Ministère des affaires étrangères, du commerce et du développement) ont à nouveau organisé un concours pour l'attribution de bourses de recherche aux cycles supérieurs pour le désarmement, le contrôle des armements et la non-prolifération en 2015 et 2016. Ils ont également financé un poste de professeur adjoint chargé des études internationales et une bourse d'études dans le domaine de la sécurité internationale à la Simon Fraser University et se sont associés avec celle-ci pour organiser une table ronde et une conférence visant à évaluer le respect par les États de leurs engagements au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Le Centre for Japanese Research et le Liu Institute for Global Issues de l'Université de la Colombie britannique ont organisé des événements mettant en avant les dangers liés au nucléaire, d'Hiroshima à Fukushima. La Fondation a aussi contribué au financement du plan Global Zero-Princeton visant à éliminer les armes nucléaires, et elle est toujours le principal soutien de Global Zero et de son programme international d'éducation universitaire et d'information, le Global Zero Student Institutes.

HH. Small Arms Survey

89. « Small Arms Survey » est un centre d'excellence international chargé de produire des connaissances factuelles, impartiales et utiles à l'élaboration de politiques sur tous les aspects liés aux armes de petit calibre et à la violence armée. Considérant la formation et le renforcement des capacités relatives aux armes légères comme ses principaux objectifs, ce centre satisfait à la demande pour de telles activités. Il aide à ce titre à organiser entre autres des cours, des ateliers et des

conférences réservés aux fonctionnaires gouvernementaux au Kenya et à l'École du maintien de la paix de l'OTAN en Allemagne, de même qu'une formation sur le modèle de rapport sur les explosions imprévues de sites de munitions dans le cadre de cours dispensés par le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'International Peace Support Training Centre. Il sensibilise par ailleurs les organismes nationaux aux engagements internationaux spécifiques aux armes de petit calibre et aux modalités d'application, et enseigne aux juristes ainsi qu'aux parlementaires comment élaborer et mettre en œuvre des mesures de contrôle des armes légères et de petit calibre au niveau national. Il propose également une formation de base aux correspondants de guerre pour leur permettre d'identifier les armes.

II. Soka Gakkai International

90. Entre juillet 2014 et juin 2016, Soka Gakkai International a mis en place un large éventail d'activités d'éducation en faveur du désarmement, lesquelles visaient en particulier à sensibiliser le public et les jeunes de manière à promouvoir une culture de paix, et ont donné lieu à des expositions, des tables rondes et des projections de films, en plus d'activités œcuméniques. Le Sommet international de la jeunesse pour l'abolition des armes nucléaires, qui s'est tenu à Hiroshima en août 2015, a permis aux participants de mieux comprendre cette problématique. L'organisation a également collaboré avec d'autres groupes afin de sensibiliser le public aux conséquences humanitaires des armes nucléaires en tenant compte des dimensions morales et éthiques en jeu.

91. Soka Gakkai International a poursuivi sa décennie populaire en faveur de l'abolition des armes nucléaires, une initiative de sensibilisation à l'échelle communautaire lancée en 2007 dans le but de rallier l'opinion publique internationale à la cause de la lutte contre les armes nucléaires. L'initiative de la décennie populaire a suscité des actions au niveau local dans divers pays, dont la campagne « Senzatmica » en Italie et les activités « Courir pour la paix » en Malaisie.

JJ. Unfold Zero

92. Unfold Zero vise à ouvrir la voie vers l'élimination totale des armes nucléaires par la mise en œuvre de mesures efficaces avec l'aide des Nations Unies et de leurs différents organes.

93. En 2014-2015, Unfold Zero :

- A organisé des événements partout dans le monde à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, dont des commémorations à l'Office des Nations Unies à Genève, des diffusions spéciales du film *The Man Who Saved the World*, des campagnes dans les médias sociaux et des entretiens de promotion filmés;
- A soutenu les travaux du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la question du désarmement nucléaire et y a participé;

- A célébré le soixante-dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1 (I) de l'Assemblée générale consacrée à l'élimination des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive;
- A milité en faveur des requêtes concernant le désarmement nucléaire déposées devant la Cour internationale de Justice et y a participé;
- A lancé la campagne #LetsTalkNukes sur les réseaux sociaux afin d'encourager le dialogue mondiale sur les armes nucléaires;
- A défendu l'importance du désarmement nucléaire auprès des candidats au poste de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ainsi que de la participation de la société civile au processus de nomination.

KK. UNILA/Dhesarme

94. L'ONG Dhesarme a encouragé la sensibilisation aux activités humanitaires de désarmement au Brésil, en partenariat avec le projet connexe « Humanitarian disarmament: political approach » de l'Université fédérale pour l'intégration de l'Amérique latine (UNILA). L'ONG a aussi publié un livre sur les armes à dispersion et la position du Brésil en la matière, et a fait la promotion d'ateliers sur le désarmement humanitaire lors de conférences régionales, nationales et internationales organisés à l'intention d'étudiants en relations internationales, ainsi que d'un cours sur le désarmement humanitaire à l'UNILA. Dhesarme a œuvré lors d'audiences publiques au Congrès national et de réunions avec des hommes politiques afin d'inciter le Brésil à ratifier le Traité sur le commerce des armes; elle a aussi organisé des entretiens avec le Ministère des affaires étrangères et les parlementaires sur la position du Brésil en matière d'armes à dispersion, et encouragé les campagnes menées avec des organisations partenaires. Dhesarme fait partie de regroupements internationaux d'ONG tels que la Campagne internationale pour interdire les mines terrestres, la Coalition internationale contre les sous-munitions, la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN) et la campagne Control Arms. Elle compte parmi les fondateurs de la Coalizão pela exportação responsável de armas (Coalition pour des transferts d'armes responsables) au Brésil et a favorisé l'organisation de conférences à l'intention de spécialistes au Brésil et en Amérique latine.

LL. Université d'Anvers (Belgique)

95. Le Département des sciences politiques et en particulier le master en relations internationales et diplomatie (dispensé en néerlandais), a proposé un cours/séminaire d'un an sur la maîtrise et la prolifération des armements (en anglais).

96. Le Research Group in International Politics a organisé un atelier international sur le terrorisme nucléaire en 2014 et en 2015, qui a ensuite donné lieu à la publication par Routledge d'un volume édité intitulé *Nuclear Terrorism: Countering the Threat*, en mars 2016.

MM. University of Georgia

97. Le Center for International Trade and Security de la University of Georgia (États-Unis) propose depuis 1987 des formations pratiques axées sur les politiques de non-prolifération. Il offre une aide au renforcement des capacités en matière de non-prolifération des armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires et de sécurité grâce à un éventail de programmes ciblés :

- Formation de la prochaine génération d'experts par l'intermédiaire :
- Du Security Leadership Programme (programme de formation des dirigeants en matière de sécurité, module proposé par la University of Georgia aux étudiants de premier cycle de toutes les disciplines);
- De masters en politique internationale (spécialisation en sécurité internationale et non-prolifération par l'intermédiaire de la School of Public and International Affairs);
- D'une aide aux universités étrangères pour la mise en place d'un cursus (non-prolifération et sécurité nucléaire);
 - Documents d'informations élaborés à l'intention des législateurs, des fonctionnaires de haut niveau et des dirigeants de sociétés en matière de sécurité et de contrôle de conformité;
 - Formation des personnes chargées de la mise en œuvre et de l'application;
- De la Security and Strategic Trade Management Academy (pour les fonctionnaires);
- De séances de consultation et d'information auprès des entreprises (pour le personnel chargé de la conformité dans les sociétés);
- D'une méthode d'auto-évaluation de la culture de sûreté nucléaire (pour le personnel de direction et de sécurité des organisations travaillant dans les domaines de la chimie, de la biologie, de la radiologie et du nucléaire).

NN. Vienna Center for Disarmament and Non-Proliferation

98. Le Vienna Center for Disarmament and Non-Proliferation est une instance non gouvernementale spécialisée de débat indépendant, de recherche, de sensibilisation, d'éducation et de formation des gouvernements nationaux, des organisations internationales, du milieu universitaire et de la société civile. Il organise entre autres deux fois par an un cours intensif sur la non-prolifération des armes nucléaires et le désarmement à l'intention de diplomates, qui donne la priorité aux pays en développement et comporte un module préparatoire en ligne. Le Centre organise également un certain nombre d'ateliers sur les questions liées à la non-prolifération et au désarmement à l'intention des éducateurs, des journalistes et des membres de la communauté internationale, et s'associe aux organisations internationales et au milieu universitaire pour dispenser des formations et créer des programmes de sensibilisation. Pour plus d'informations sur ses activités, voir <http://vcdnp.org>.

OO. Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté

99. Par l'intermédiaire de ses sections nationales et de son programme de désarmement, l'initiative Reaching Critical Will, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté a organisé des activités en lien avec les recommandations 2, 3 et 4 entre juillet 2014 et juillet 2016. Les participants à l'initiative Reaching Critical Will et la branche suédoise de la Ligue ont publié de nombreux documents, guides et feuillets d'information sur le désarmement, disponibles en ligne et sur papier, se sont exprimés lors de différents événements locaux et internationaux sur le désarmement nucléaire et conventionnel, la non-prolifération et les dépenses militaires, et ont publié sur le site Internet de la Ligue la liste des principaux documents issus de réunions intergouvernementales sur le désarmement nucléaire. Une formation sur le Traité sur le commerce des armes et la violence sexiste a été organisée dans le cadre de l'initiative avec quatre branches nationales de la Ligue : le Cameroun, la Colombie, l'Espagne et la Suède. Les branches de la Ligue au Cameroun et en République démocratique du Congo ont dispensé une formation nationale avec la société civile et des parlementaires sur le Traité sur le commerce des armes et les armes légères et de petit calibre.

PP. World Institute for Nuclear Security

100. Le World Institute for Nuclear Security a été créé en 2008 à l'issue de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique en tant qu'institut professionnel destiné à fournir un cadre au personnel et aux dirigeants chargés de la sûreté nucléaire afin de mettre en commun les pratiques exemplaires de gestion de la sûreté nucléaire. Afin de répondre à la demande de compétences tangibles en matière de sûreté nucléaire, l'Institut a lancé en 2014 le premier programme international de certification de la gestion de la sûreté nucléaire, intitulé World Institute for Nuclear Security Academy. L'initiative a récemment été saluée par 12 pays lors du Sommet sur la sécurité nucléaire de 2016, lesquels se sont engagés à soutenir l'académie dans une déclaration conjointe sur la formation certifiée en matière de gestion de la sûreté nucléaire.

QQ. Youth Arts New York/Hibakusha Stories

101. Première initiative de Youth Arts New York, Hibakusha Stories vise à transmettre l'expérience des bombardements atomiques à Hiroshima et Nagasaki aux nouvelles générations et à leur donner les moyens de construire un monde exempt d'armes nucléaires. Comprendre ce que les hibakushas (rescapés des explosions atomiques) ont enduré en écoutant leurs histoires aide les étudiants à prendre conscience de la véritable nature des armes nucléaires et incite nombre d'entre eux à rejoindre le mouvement en faveur du désarmement. Au cours des huit dernières années, plus de 30 000 jeunes ont participé aux programmes ainsi organisés dans des lycées et des universités de la région de New York. Hibakusha Stories a également facilité la formation d'enseignants du secondaire à New York aux questions de désarmement, en collaboration avec le Bureau des affaires de désarmement et a invité les guides des Nations Unies à écouter les témoignages des hibakushas afin d'accroître leurs connaissances en la matière. Des manifestations à l'intention de l'ensemble de la communauté, tels que des expositions d'art, des

lectures de pièces de théâtre, des concerts, des projections de films et autres manifestations culturelles ont également été organisés pour donner à ces témoignages une dimension artistique.

VI. Conclusions

102. Gouvernements, organisations internationales et groupes de la société civile ont continué à accroître leurs contenus numériques ainsi que leur recours et leur accès à de nouvelles technologies telles que les outils qui constituent les réseaux sociaux, pour diffuser des informations et élargir leur public. Cette utilisation croissante des outils numériques permet d'intensifier les échanges bilatéraux et de renforcer les interactions au sein des groupes et entre eux, partout dans le monde.

103. Les partenariats entre les gouvernements, les collectivités territoriales, les organisations régionales, sous-régionales et internationales et celles de la société civile, ainsi que les établissements universitaires, ont été considérablement renforcés, et dans certains cas, institutionnalisés aux fins de la formation à la non-prolifération et au désarmement.

104. Grâce aux nouvelles technologies et à la consolidation des partenariats, les différents groupes ont pu s'adresser au grand public dans le monde entier afin de promouvoir leur compréhension des questions de désarmement et de non-prolifération.

105. Le présent rapport montre que les groupes de la société civile, notamment les établissements universitaires, transmettent de plus en plus d'informations sur les activités qu'ils mènent pour sensibiliser aux menaces que représentent les armes de destruction massive et le commerce d'armes légères et de petit calibre. Il est important qu'un débat s'organise dans les écoles de tous les pays afin d'informer les jeunes et de leur donner les moyens de devenir des agents de paix en les aidant à se mobiliser, à agir et à défendre l'importance du désarmement et de la non-prolifération.
